

L'ENTRÉE DE ROBERT BADINTER AU PANTHÉON HONORE LA RÉPUBLIQUE

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 9 OCTOBRE 2025

La LDH (Ligue des droits de l'Homme) salue l'entrée de ce grand humaniste au Panthéon, tant son humanité, son courage dans la défense des libertés, de la démocratie et de l'Etat de droit sont remarquables.

Garde des Sceaux de 1981 à 1986, il a défendu les principes de justice et de défense des plus faibles, comme le combat contre la peine de mort ou les quartiers de haute sécurité en prison, en dépit des menaces de mort reçues de l'extrême droite.

Il a également œuvré à la dépénalisation totale de l'homosexualité et a lutté contre l'antisémitisme, le racisme et toutes les formes de discrimination.

Au moment même du transfert de sa sépulture au Panthéon, sa tombe vient d'être profanée, des tags s'en prenant à l'abolition de la peine de mort et à la dépénalisation de l'homosexualité, ce qui démontre l'importance de continuer ces combats.

Président du Conseil constitutionnel de 1986 à 1995, il a permis d'ériger la sauvegarde de la dignité de la personne humaine en principe à valeur constitutionnelle, sur lequel se fonde le combat actuel pour le droit au respect de la dignité en prison, dont l'effectivité n'est toujours pas garantie.

Il s'est engagé en faveur d'une juridiction pénale internationale permanente, dont nous constatons aujourd'hui plus que jamais la nécessité, à l'heure où Donald Trump prend des sanctions contre la Cour pénale internationale.

Membre de la direction de la LDH avant d'être nommé ministre de la Justice, il en a particulièrement enrichi les débats. Il avait chargé Mireille Delmas-Marty de modifier en profondeur la justice pénale, dans une commission à laquelle participait Henri Leclerc, président d'honneur de la LDH, tous deux attachés à « *raisonner la raison d'Etat* ».

Puisse son entrée au Panthéon guider les ministres de la Justice à venir, dont les décisions devraient toujours être prises par le prisme des droits fondamentaux, au service de la défense de l'Etat de droit et de l'indépendance de la justice.

